

révoltes

4 février 2006
Suppl au n° 9 de Révoltes

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Contrat première embauche (CPE), apprentissage dès 14 ans, travail de nuit pour les jeunes de 15 ans, policiers dans les écoles et diminution du nombre d'enseignants...

ASSEZ DE CETTE POLITIQUE !

L'OBJECTIF IMMÉDIAT : IMPOSER LE RETRAIT DU CPE, INFLIGER UNE DÉFAITE À CHIRAC, VILLEPIN ET SARKOZY pour en finir avec ce gouvernement et toute cette politique, sans attendre 2007 !

Chirac, Villepin et les députés UMP accélèrent leurs attaques contre la jeunesse. Alors que la précarité frappe de plus en plus la jeunesse, ils veulent aggraver la situation : **ils ont déjà multiplié les contrats précaires** (emplois-jeunes, vacataires, etc) ; **avec le CPE, ce sera la précarité pour tous !**

Ils veulent expulser davantage de jeunes de l'enseignement et diminuer le droit aux études: le jeudi 2 février, **les députés UMP et UDF ont voté l'apprentissage dès 14 ans** (et non plus 16 ans). Ainsi, les patrons pourront disposer d'une main d'œuvre quasi gratuite à un âge où il est très difficile de se défendre. Pire : les jeunes apprentis pourront, dans nombre de métiers, se voir imposer **le travail de nuit dès l'âge de 15 ans !** C'est la remise en cause du droit à l'enseignement jusqu'à 16 ans au moins. Ce vote a eu lieu à l'occasion de la discussion du premier article de la loi Borloo ; c'est aussi dans cette loi Borloo que va être introduit le CPE.

À bas le CPE ! Défense du CDI !

Avec le « **Contrat Première Embauche** » (CPE), ce nouveau contrat pour tous les jeunes de moins de 26 ans, le patron pourra licencier pendant **deux ans sans motif**. Bien évidemment, au bout des deux ans, il ne va pas laisser ce CPE se transformer en contrat véritable, en CDI (Contrat à Durée Indéterminée) car le CDI protège mieux les travailleurs. Donc, à l'approche des deux ans : licenciement ! Et si le jeune licencié ne trouve pas de nouveau CPE, il pourra toujours faire des « stages » et de la formation en entreprise payés une poignée d'euros : ce sera tout bénéfique pour le patron ! (alors qu'ils devraient être payés comme les travailleurs titulaires, dans le respect de leurs qualifications).

Être à l'essai pendant deux ans, cela signifie que l'on doit tout accepter, que l'on ne peut plus défendre ses droits : les patrons veulent des employés dociles !

Le CPE, c'est un contrat pour asservir la jeunesse !

En même temps, le gouvernement supprime 6050 postes aux concours d'enseignement : ce seront donc 6050 étudiants de plus au chômage pour l'année 2006. Et déjà la presse patronale annonce que le gouvernement prépare 20 000 suppressions de postes de fonctionnaires pour 2007 : c'est-à-dire 20 000 chômeurs en plus, des milliers d'enseignants en moins. Et parallèlement, le gouvernement veut installer des policiers dans les établissements scolaires.

C'est inacceptable ! Assez de contrats précaires ! Assez de stages non payés ou quasi non payés !

Assez de chômage ! À bas le CPE ! À bas la loi Borloo qui étend l'apprentissage et le travail de nuit !

Les élèves ont besoin d'enseignants, et non pas de policiers dans les écoles !

Ce gouvernement est au service des patrons. Laurence Parisot, la représentante du patronat, exige l'extension de ce type de contrat à tous les travailleurs, avec une période d'essai de deux ans, permettant de licencier sans motif ; le patronat veut la fin des contrats à durée indéterminés (CDI). Il demande la généralisation du CNE (contrat nouvelle embauche, pour les entreprises de moins de 20 salariés avec ... une période d'essai de deux ans). Le projet de CPE, qui menace la jeunesse, fait donc partie d'une attaque générale contre tous les travailleurs. Il s'inscrit dans la continuité d'autres attaques qui visent tous les jeunes, aussi qualifiés soient-

ils : développements des stages à répétition, non payés ou très peu rétribués, généralisation de la précarité des jeunes-chercheurs (payés à peine le SMIC à Bac + 8)...

Ce projet est la pointe avancée d'un objectif d'ensemble clairement fixé par le patronat : liquider toute relation entre les diplômés (et qualifications) et les salaires ; mettre fin à toute définition légale du temps de travail.

Seule la mobilisation unie, par la grève et la manifestation, peut infliger une défaite à ce gouvernement. Les organisations de la jeunesse, les syndicats ouvriers, le Parti socialiste et le PCF, exigent le retrait de ce projet de CPE. Il ne peut être question de négocier ce projet réactionnaire, il s'agit d'organiser la mobilisation unie **pour infliger une défaite à Chirac, Villepin et Sarkozy** en les contraignant à retirer ce projet.

Front unique contre le gouvernement !

Le gouvernement ne s'attendait pas à ce que la totalité des organisations soit conduite à exiger le retrait du projet de CPE. Il a donc décidé de recourir à la procédure d'urgence pour éviter de se trouver confronté à une puissante mobilisation. Mais pour gagner contre le gouvernement, encore faut-il que les perspectives de mobilisation soient claires.

L'ensemble des organisations a décidé l'organisation de manifestations le 7 février. Mais pourquoi ne pas appeler à la grève et organiser une manifestation centrale à l'Assemblée Nationale ?

Grève et manifestation à l'Assemblée pour le retrait du projet de CPE ! C'est la responsabilité des organisations de la jeunesse (et des organisations ouvrières) d'appeler dans l'unité à une telle grève et manifestation.

Ceci implique que l'objectif de cette manifestation, de toute mobilisation, soit est clairement défini : il ne s'agit pas de « faire pression » sur le gouvernement, de faire des « contre-propositions » ; il s'agit d'imposer le retrait pur et simple du projet gouvernemental, d'infliger une défaite à ce gouvernement, pour le battre et en finir avec lui sans attendre 2007.

Les députés du PS et du PCF à l'Assemblée nationale : combattre le gouvernement ou faire des contre-propositions ?

Le PS et le PCF avaient décidé de multiplier les interventions à l'Assemblée pour prolonger au maximum les débats. Mais qu'y font-ils ? Interviennent-ils en expliquant – ce qui est pourtant une évidence – que ce gouvernement est illégitime ? Disent-ils que cette majorité UMP est ultra-minoritaire dans le pays ? Interviennent-ils en disant que Chirac, battu le 29 mai 2005 au référendum aurait dû partir immédiatement, et devrait partir sans attendre 2007 ? Le PS et le PCF, face à ce gouvernement minoritaire expliquent-ils qu'ils sont prêts à constituer immédiatement un gouvernement de leurs seuls partis, s'appuyant notamment sur les résultats des votes de 2004 où il y eut une majorité de voix pour les candidats du PS et du PCF ?

Que nenni ! Ils font, comme les dirigeants syndicaux, des contre-propositions ! Mais le rôle des dirigeants syndicaux, de même que ceux du PS et du PCF, n'est pas de proposer un nouveau type de contrat pour les jeunes ; il devrait être d'exiger :

- **Un même contrat, le CDI, pour tous les travailleurs, qu'ils soient jeunes ou non !**
- **Transformation de tous les contrats précaires en CDI !**
- **Rétablissement de tous les postes supprimés aux concours de la Fonction publique !**

Faire, à l'Assemblée, des contre-propositions, n'est-ce pas cautionner l'existence de ce gouvernement ? A l'inverse, La jeunesse comme l'ensemble des travailleurs a besoin qu'une défaite soit infligée à ce gouvernement. Le rôle du PS et du PCF devrait être de marteler : « *ce gouvernement doit immédiatement partir !* » C'est une telle orientation qui donnerait tout son sens à une véritable mobilisation en direction de l'Assemblée et qui ouvrirait la voie à une défaite de Chirac et Sarkozy.

Au delà du combat pour imposer le retrait du CPE, c'est la volonté générale d'en finir avec toute cette politique qui doit pouvoir s'exprimer. L'immense majorité de la population laborieuse et de la jeunesse veut en finir avec cette politique, avec le chômage et la précarité, la multiplication des mesures policières, avec les salaires de misère... Comment briser cette politique ? Que les dirigeants syndicaux, le PS et le PCF appellent à une gigantesque manifestation pour imposer le départ de ce gouvernement !

Ce que veut Révoltes : construire une organisation révolutionnaire de la jeunesse, une organisation qui combatte sur la perspective d'en finir avec le capitalisme ; sur cette perspective, Révoltes milite pour l'unité de toutes les organisations ouvrières et de la jeunesse, pour un gouvernement du Front unique.